



N° DP 24/882

## DECISION DU PRESIDENT

**SPORT - AVENANTS N°1 AUX CONVENTIONS DE MISE A  
DISPOSITION A TITRE GRACIEUX DES EQUIPEMENTS SPORTIFS  
DE LA BASE NATURE ET SPORT DU VALLON DU SOLEIL A LA  
CRAU AU BENEFICE DES ASSOCIATIONS, CLUBS SPORTIFS, ET  
COMITES - VALORISATION FINANCIERE DES LOCAUX - 2024/2025**

**Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du 20 décembre 2008 déclarant d'intérêt communautaire l'équipement et les installations sportives sises au Vallon du Soleil,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n° 24/06/147 du lundi 27 juin 2024 autorisant l'adoption de tarifs pour l'ensemble des équipements sportifs métropolitains,

**VU** la délibération n° 24/750 du lundi 26 août 2024 autorisant la mise à disposition à titre gracieux des équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée à La Crau aux associations, clubs sportifs, établissements scolaires universitaires et collectivités pour la saison 2024/2025,

**CONSIDERANT** que ces avenants ont pour objet de modifier la mise à disposition de ces associations sportives en mentionnant que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain du 27 juin 2024 et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition se fait à titre gratuit, pour la saison 2024/2025,

**CONSIDERANT** qu'il convient de formaliser cette modification de la mise à disposition d'origine par voie d'avenant,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** les projets d'avenants, ci-annexés, concernant les associations suivantes :

- Association AVATH/FOJ
  - Association FOOTBALL CLUB CARA
  - Association ATHLETIC TOULONNAIS
  - Association LA PALASSE
  - Association UMANE BEL AIR
  - Association HYERES FOOTBALL CLUB
  - COMITE DEPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC
  - Association RUGBY CLUB LOISIR
  - Association AMICALE FOOTBALL
  - Association UNION SPORTIVE CARQUEIRANNE LA CRAU
  - Association RUGBY CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
- 
- Association AVENS
  - Association AUTO DEFENSE ACADEMIE
  - Association RUGBY CLUB TOULONNAIS
  - Association UMANE ENSOLEILLADO
  - Association XV BESAGNE
  - Association CANONNIERS
  - INSTITUT SUPERIEUR DE THEOLOGIE ET DE PHILOSOPHIE
  - Association METROPOLE GLISSE
  - Association SUPPORTER VAR.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

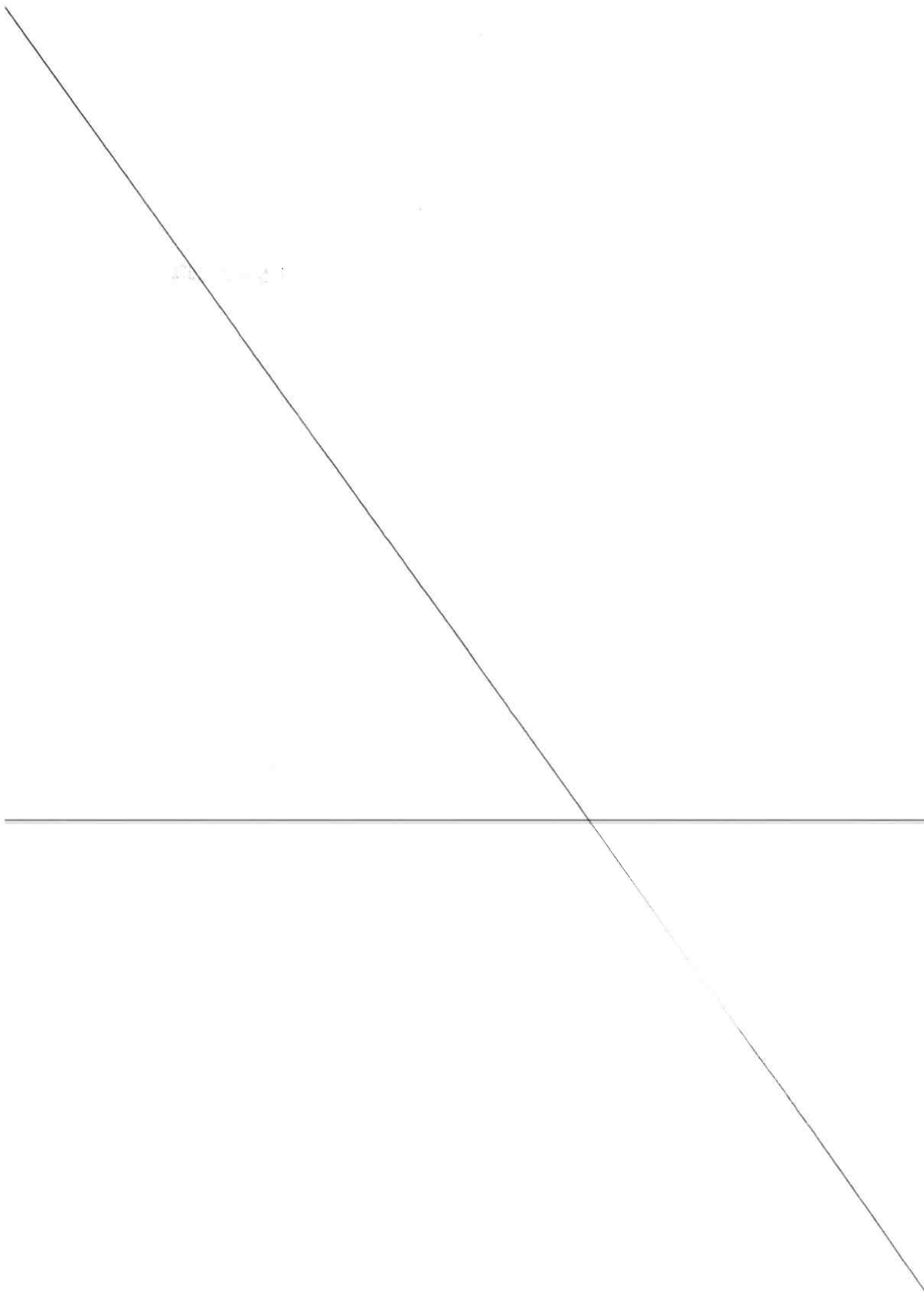
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **15 OCT. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**L'association AVATH / FOJ**, ayant son siège social, 1955 Corniche Escartefigue 83000 TOULON, représentée par son Président Monsieur Pierre LAPORTE, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »,

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 016 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des

locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
AVATH / FOJ

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Pierre LAPORTE**

## **AVENANT N°1**

# **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

### **ET**

**L'association FOOTBALL CLUB CARA**, ayant son siège social, 8, Rue Louis JOUVET, Bâtiment 8, la Coupiane, 83160 LA VALETTE, représentée par son Président Monsieur Christophe ROSI, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **L'Association** »,

D'autre part,

### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire.

Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
FOOTBALL CLUB CARA

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christophe ROSI**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'association ATHLETIC TOULONNAIS**, ayant son siège social, 55, Rue Baptistin Scarone, 83250 LA LONDE, représentée par son Président Monsieur Louis Philippe LOMBARDO, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »,  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des

locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matches, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
ATHLETIC TOULONNAIS

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Louis Philippe LOMBARDO**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'association LA PALASSE**, ayant son siège social, 225, Bd Louis PICON, 83200 TOULON, représentée par son Président Monsieur Jean-Louis CORTES, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors



des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
LA PALASSE

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Louis CORTES**



**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association UMANE BEL AIR**, ayant son siège social, 50, chemin des Banons 83260 LA CRAU, représentée par sa Directrice Madame Laurie LEDEUX, dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 532 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors



des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Directrice de l'Association  
UMANE BEL AIR

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Laurie LEDEUX**

**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association HYERES FOOTBALL CLUB**, ayant son siège social, 21, Avenue de la Division, 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre BLASCO, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant, Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 34 400 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors



des matches, maths amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
HYERES FOOTBALL CLUB

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Pierre BLASCO**

## AVENANT N°1

### PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

#### **ET**

**Le COMITE DEPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC**, ayant son siège social, Maison départementale des sports, 133 boulevard du Général BROSSET, 83200 TOULON, représenté par son président Monsieur Marcel ALBERT, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **le comité** »,

D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 34 880 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire.

Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président du  
COMITE DEPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Marcel ALBERT**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'association RUGBY CLUB LOISIR**, ayant son siège social, 1 rue du rouge gorge, 83260 LA CRAU, représentée par son président Monsieur Grégory FAVENNEC, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 1 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors





des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
RUGBY CLUB LOISIR

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Grégory FAVENNEC**



**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association AMICALE FOOTBALL**, ayant son siège social, route de la Crau – Quartier Castille - 83210 LA FARLEDE, représentée par son président, Monsieur Alain DAMETTE, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors



des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
AMICALE FOOTBALL

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Alain DAMETTE**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'association UNION SPORTIVE CARQUEIRANNE LA CRAU**, ayant son siège social, 225, Bd Louis PICON, 83200 TOULON, représentée par son Président Monsieur David SEPVAL, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 49 920 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des



locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, maths amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
UNION SPORTIVE  
CARQUEIRANNE LA CRAU

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur David SEPVAL**

**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association RUGBY CLUB TPM**, ayant son siège social, Stade Félix Rougier, Avenue François Duchatel, 83160 LA VALETTE DU VAR, représentée par son président, Monsieur Jean-Pascal MONTANER, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des



locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
RUGBY CLUB  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Pascal MONTANER**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'association AVENS**, ayant son siège social, BP 1142, 100 Avenue Sénéquier, 83000 TOULON, représentée par son président, Monsieur Christian BODIN, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 6 708 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors





des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
AVENS

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Christian BODIN**



**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association AUTO DEFENSE ACADEMIE**, ayant son siège social, Mairie de la Farlède, 140 place de la Liberté, 83210 LA FARLEDE, représentée par sa présidente Madame VAILLANT Virginie, dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 6 656 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des



locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de l'Association  
AUTO DEFENSE ACADEMIE

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Virginie VAILLANT**

**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association RUGBY CLUB TOULONNAIS**, ayant son siège social, Stade Mayol, Avenue de la République, 83000 TOULON, représentée par ses présidents, Messieurs Patrice BLACHERE et Olivier ROUARD, dûment autorisés ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 5 160 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des

locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Les Présidents de l'Association  
RUGBY CLUB TOULONNAIS

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Messieurs Patrice BLACHERÉ  
et Olivier ROUARD**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'association UMANE ENSOLEILLADO**, ayant son siège social, 5, rue Victor Hugo, 83400 HYERES représentée par son PRÉSIDENT Monsieur Pierre LAMMES, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 1 664 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors

des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Directeur de l'Association  
UMANE ENSOLEILLADO

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Pierre LAMNES**

**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association XV BESAGNE**, ayant son siège social, 204, Rue Baptistin Sémorel – 83100 TOULON, représentée par son président, Monsieur Gilles ORSONI, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors





des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
XV DE BESAGNE

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Gilles ORSONI**



**AVENANT N°1**

**PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025**

**ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

**ET**

**L'association CANONNIERS**, ayant son siège social, 97 avenue Charles Chaband, 83160 LA VALETTE DU VAR, représentée par son président, Monsieur Cyrille D'ESPOSITO RETHORE, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 5 590 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des

locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
CANONNIERS

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Cyrille D'ESPOSITO RETHORE**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'Institut SUPERIEUR DE THEOLOGIE ET DE PHILOSOPHIE**, ayant son siège social, Domaine de la Castille, RD554 de LA FARLEDE, 83210 SOLLIES-VILLE, représenté par son président Père Benoît MORADEI, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 2 880 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des

locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Institut  
SUPERIEUR DE THEOLOGIE ET DE  
PHILOSOPHIE

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Père Benoît MORADEI**

## **AVENANT N°1**

### **PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2024/2025**

#### **ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »,  
D'une part,

#### **ET**

**L'association METROPOLE GLISSE** ayant son siège social, 13 rue Valérie, 83000 TOULON, représenté par sa Présidente Madame Valérie PRUNIAUX, dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **l'Association** »,  
D'autre part,

#### **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 93 568 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors



des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
METROPOLE GLISSE

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Madame Valérie PRUNIAUX**

**AVENANT N°1****PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE  
MISE A DISPOSITION DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
2024/2025****ENTRE**

**La Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »**, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cet avenant par décision n° ..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

D'une part,

**ET**

**L'association SUPPORTER VAR**, ayant son siège social, 397 chemin de l'Estagnol – 83260 LA CRAU, représentée par son président, Monsieur Jean TOLOTTA, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer cet avenant,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »,

D'autre part,

**PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu l'intérêt communautaire de l'équipement sportif « Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Du fait que la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit et conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017 la Métropole TPM a décidé de modifier l'article 3 : REDEVANCE de la convention initiale comme suit :

« La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le Conseil Métropolitain, son montant est de 3 440 € TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée. Elle comprend la mise à disposition des





locaux pendant les créneaux d'entraînements annuels attribués et également lors des matchs, matchs amicaux, tournois, démonstration, gala en fonction des calendriers communiqués au chef de service du site.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 Redevance pour y insérer la valorisation de la mise à disposition des locaux.

**ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de La Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'Association  
SUPPORTER VAR

**Monsieur Jean Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean TOLOTTA**



**N° DP 24/750**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **SPORT - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA BASE NATURE ET SPORT DU VALLON DU SOLEIL A LA CRAU - A TITRE GRACIEUX - AU BENEFICE DES ASSOCIATIONS ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, UNIVERSITAIRES ET COLLECTIVITES - ANNEE 2024/2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du 20 décembre 2008 déclarant d'intérêt communautaire l'équipement et les installations sportives sises au Vallon du Soleil,

**VU** la délibération n° 21/06/246 du Conseil Métropolitain en date du 23 juin 2021 autorisant l'adoption des nouveaux règlements intérieurs des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**CONSIDERANT** que dans un souci de bonne organisation et pour le bon déroulement des activités sur la Base nature et sport du Vallon du Soleil Toulon Provence Méditerranée, il convient de conventionner avec les associations, clubs sportifs, établissement scolaires, universitaires et collectivités territoriales de la Métropole, utilisateurs de cet équipement qui en feraient la demande,

**CONSIDERANT** que les présentes conventions ci-après annexées ont pour objet de mettre à disposition de l'association le droit d'occuper de manière partielle et temporaire pour la saison 2024 - 2025, les installations sportives sises sur la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil, suivant des plages horaires fixées contractuellement,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition se fait à titre gracieux pour la période comprise entre le 2 septembre 2024 et le 31 août 2025,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition conventionnellement et de les approuver,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** les projets de conventions ci-annexés concernant les associations suivantes :

- L'ASSOCIATION AVATH FOYER OCCUPATIONNEL DE JOUR
- LYCEE MARIE FRANCE
- L'ASSOCIATION FOOTBALL CLUB CARA
- L'ASSOCIATION ATHLETIC TOULONNAIS
- L'ASSOCIATION LA PALASSE
- INSTITUT UMANE POLE JEUNESSE BEL-AIR
- L'ASSOCIATION SOS VILLAGE D'ENFANTS
- L'ASSOCIATION HYERES FOOTBALL CLUB
- COMITE DEPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC DU VAR
- L'ASSOCIATION RUGBY CRAUOIS LOISIR
- L'ASSOCIATION AMICALE FOOTBALL CLUB DE LA FARLEDE
- L'ASSOCIATION ART TAO
- L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE CARQUEIRANNE - LA CRAU
- L'ASSOCIATION RUGBY CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
- L'ASSOCIATION AVENS
- L'ASSOCIATION AUTO DEFENSE ACADEMIE
- COLLEGE DU FENOUILLET
- L'ASSOCIATION RUGBY CLUB TOULONNAIS
- L'ASSOCIATION UMANE FOYER DE VIE ENSOLEILLADO
- L'ASSOCIATION XV DE BESAGNE
- L'ASSOCIATION CANNONIERS DE TOULON
- COLLEGE VOLTAIRE

- L'ASSOCIATION METROPOLE GLISSE
- LYCEE DES METIERS DU TERRITOIRE CLARET.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

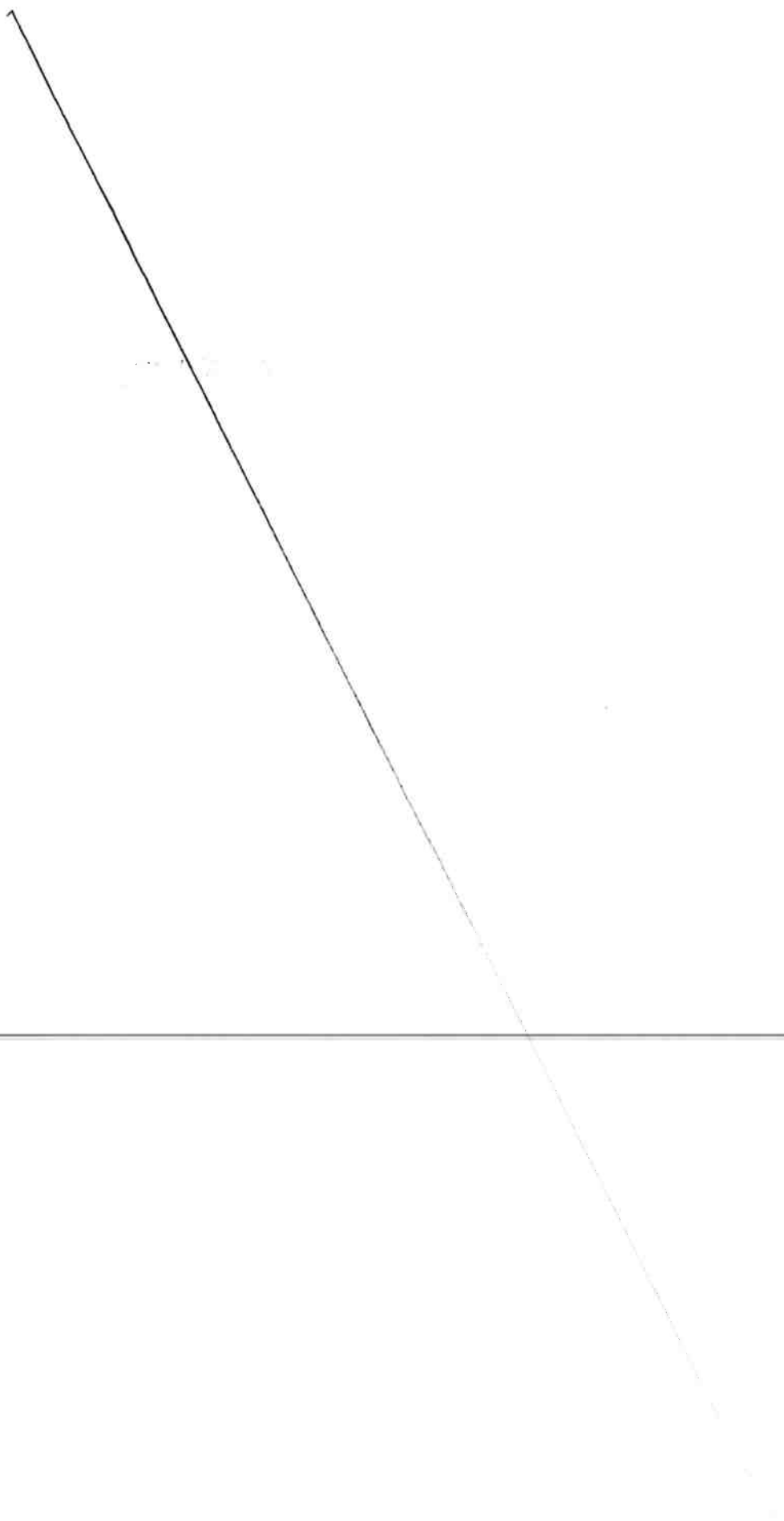
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 AOÛT 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION** **VALLON DU SOLEIL**

### **ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n°....., en date du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

### **ET**

**L'ASSOCIATION AVATH / Foyer Occupationnel de Jour/FOJ**, ayant son siège social au 1955 Corniche Escartefigue 83000 TOULON, représentée par son Président Monsieur Pierre LAPORTE dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

### **PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Vallon Du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des genévriers (83260).

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du Vallon Du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Catégories	Equipement
<b><u>Du 02/09/2024 au 31/05/2025</u></b> Tous les lundis de 10h30 à 12h30		TERRAIN BASKET HANDBALL
<b><u>Du 01/06/2025 au 31/07/2025</u></b> Tous les lundis de 11h15 à 12h15		PISCINES MOYEN BASSIN

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit,

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 30/07/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation

fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits

prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

---

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives



(agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Bletterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

---

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du VALLON DU SOLEIL

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de L'Association  
AVATH / Foyer Occupationnel de Jour

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Pierre LAPORTE**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

P. U

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

---

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

8.0

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... Isabelle VINCENTZ  
Directrice .....  
Pôle Social AVATH

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....  
..... AVATH

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

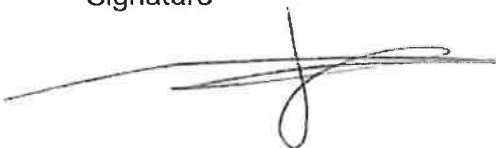
Le, 20.03.2024 à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

Isabelle VINCENTZ  
Directrice  
Pôle Social AVATH





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**LE LYCEE MARIE FRANCE**, ayant son siège, 20 Rue Danton, 83160 LA VALETTE DU VAR, représentée par son directeur, Monsieur Yan DENIAU, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **Lycée** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

---

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier au **Lycée** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, du **Lycée**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Du 10 mars 2025 au 10 juin 2025</b>	
Tous les mercredis de 10:30 à 12:30	Course d'orientation
Tous les vendredis de 14:00 à 16:00	Course d'orientation

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 10 mars 2025 et le 16 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**Le Lycée** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**Le Lycée** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**Le Lycée** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

---

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**Le Lycée** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**Le Lycée** est autorisé à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**Le Lycée** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**Le Lycée** est tenu de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**Le Lycée** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**Le lycée**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**Le lycée** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**Le lycée** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

---

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **Le lycée** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous



engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Directeur du  
LYCEE MARIE-FRANCE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Yan DENIAU**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION FOOTBALL CLUB CARA**, ayant son siège 8, Rue Louis JOUVET, Bâtiment 8, la Coupiane, 83160 LA VALETTE, représentée par son Président Monsieur Christophe ROSI, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

#### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les jeudis de 20:00 à 22:00	½ Terrain n°1 (FOOTBALL)
----------------------------------	--------------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

#### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

---

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).



**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives

(agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de  
FOOTBALL CLUB CARA

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Christophe ROSI**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

~~Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.~~

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

CR

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Rosi Christophe

Président

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Fc Cara

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

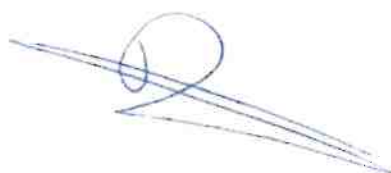
Le , 15/04/2024 à La valette du Van

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

M<sup>r</sup> Rosi Christophe

Signature





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », ***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION ATHLETIC TOULONNAIS**, ayant son siège social, 55 rue Baptistin SCARONE, 83250 LA LONDE, représentée par son président, Monsieur Louis Philippe LOMBARDO, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » ***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les mardis de 20:00 à 22:00	½ terrain n° 2 (RUGBY)
----------------------------------	------------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

---

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives

(agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'association  
ATHLETIC TOULONNAIS

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Louis Philippe LOMBARDO**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

..... Louis-Philippe LOMBARDO, président de l'association Athlétic Toulonnais .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

..... **Athlétic Toulonnais** .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 15/04/2024

à La londe les Maues

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

LOMBARDO Louis-Philippe

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION LA PALASSE**, ayant son siège social 225, Bd Louis PICON, 83200 TOULON, représentée par son Président Monsieur Jean-Louis CORTES, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les lundis de 20:00 à 22:00	½ terrain N°2 (Rugby)
----------------------------------	-----------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

---

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 01 octobre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;



- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).



### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de  
LA PALASSE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Louis CORTES**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ... CORTES Jean-Louis, Président  
de la Palasse F.C.

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

La Palasse F.C.

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

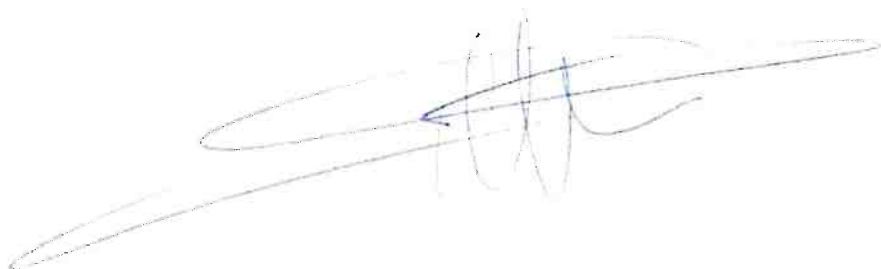
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 16 avril 2024 à TOULON

« Lu et approuvé, bon pour engagement, »

Nom et prénom du représentant légal de l'association CORTES Jean-Louis

Signature





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'INSTITUT UMANE, POLE JEUNESSE BEL-AIR**, ayant son siège social 50, chemin des Banons 83260 LA CRAU, représentée par sa Directrice Madame Laurie LEDEUX, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Institut** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Institut** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Institut**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Du 02 septembre 2024 au 31 juillet 2025</b> Tous les lundis de 12:00 à 16:00	Pinède - Piscine Grand bassin
<b>Du 1 juin au 31 juillet 2025</b> Tous les vendredis de 10:00 à 11:30	Course d'orientation

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 31 juillet 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Institut** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Institut** sera tenu responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Institut** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Institut** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### ARTICLE 9 : ASSURANCES

**L'Institut** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Institut** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Institut** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Institut** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### ARTICLE 11 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'Institut.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Directrice de  
L'INSTITUT UMANE BEL AIR

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Laurie LEDEUX**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

Madame Laurie LEDEUX Directrice IME Bel Air

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Groupe UMANE

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

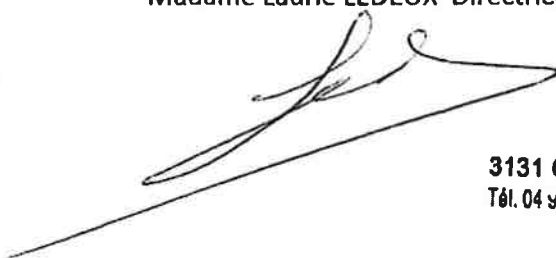
Le 18.06.20 à La Crau

Lu et approuvé, bon pour engagement,

~~Nom et prénom du représentant légal de l'association~~

Madame Laurie LEDEUX Directrice IME Bel Air

Signature



**IME BEL AIR  
UMANE**

3131 Chemin Long - 83260 LA CRAU  
Tél. 04 94 24 26 35 - Email bel-air@groupe-umane.fr  
Siret 300 586 179 00537

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION SOS VILLAGE D'ENFANTS**, ayant son siège social, 10, impasse des Pitchouns, 833900 BESSE SUR ISSOLE représenté par son Responsable Monsieur Daniel BARROY, dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **L'association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

---

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Mercredi</b> : De 13h30 à 16h00	Multisports : Tennis ½ stade 1 ou 2 (selon la disponibilité des infrastructures)
------------------------------------	--

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 04 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

---

#### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront
- être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

##### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).



### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

---

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil  
Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

---

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de  
SOS VILLAGE D'ENFANTS

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Daniel BARROY**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

---

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) FAY Laurence Directrice

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

SOS Village d'Enfants

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 18 Avril 2024 à Besse 9 Issole

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

FAY Laurence

Signature





---

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'Association « HYERES FOOTBALL CLUB »**, ayant son siège, 21 avenue 1<sup>ère</sup> division BROSSET, 83400 HYERES, représentée par son Président M. Jean-Pierre BLASCO, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les lundis et mardis de 10h00 à 12h00	Terrain 2 (Rugby) – Nationale 2
Tous les lundis et mardis de 18h00 à 20h00	Terrain 2 - U20 ans
Tous les mardis de 20h00 à 22h00	½ terrain 2 - U20 ans
Tous les mercredis de 16h00 à 18h00	Terrain 2 – U15 et U16 Sauf 7 mercredis dans l'année
et de 18h00 à 20h00	Terrain 2 - U20 ans
et de 20h00 à 22h00	½ terrain 2 – U20
Tous les jeudis de 11h00 à 13h00	Terrain 2 – N2-Sauf quand il y a match le w.e
et de 18h00 à 20h00	½ terrain 2 – U16
Tous les vendredis de 15h00 à 17h00	Terrain 2 en repli si intempéries – N2

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 31 août 2025.

### ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

---

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de l'association  
HYERES FOOTBALL CLUB

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Pierre BLASCO**

## **Contrat d'Engagement Républicain**

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Jean Pierre BLASCO  
Président de l'association  
HYERES 83 FC

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

HYERES FC

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 18/04/2024 à HYERES

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Lu et approuvé, bon pour engagement  
Nom et prénom du représentant légal de l'association

BLASCO Jean-Pierre

Signature



HYERES FOOTBALL  
BP 630  
83411 HYERES CEDEX  
Tél./Fax : 04.94.65.55.54

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**LE COMITE DEPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC DU VAR**, ayant son siège social, Maison départementale des sports, 133 boulevard du Général BROSSET, 83200 TOULON, représenté par son président Monsieur Marcel ALBERT, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **le Comité** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier **au Comité** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, **au Comité**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

<b>Du lundi, mardi, jeudi et vendredi :</b> De 10:00 à 16:00 <b>Mercredis et vacances scolaires :</b> De 9:30 à 17:00	Espace Tir à l'Arc
--	--------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

---

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 31 août 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**Le Comité** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**Le Comité** sera tenu responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**Le Comité** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
-

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**Le Comité** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**Le Comité** est autorisé à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**Le Comité** est en outre tenu de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**Le Comité** est tenu de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### **7-1.3 Billetterie**

**Le Comité** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**Le Comité**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **le Comité** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**Le Comité** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **le Comité** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**Le Comité** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **Le Comité** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.



## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

---

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil,

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

Le Président du  
COMITE DEPARTEMENTAL  
DE TIR A L'ARC DU VAR

**Monsieur Marcel ALBERT**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés **constitutionnellement** reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Marcel ALBERT président  
du CD 83 de tir à l'Arc

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Comité départemental de tir à l'Arc du Var

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 1 Mai 2024. à TOULON.

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Lu et approuvé bon pour engagement

Nom et prénom du représentant légal de l'association

ALBERT Marcel.

Signature



**Comité Départemental de  
Tir à l'Arc du Var  
Maison des Sports  
133 Bd Général BROSSET 83200 TOULON  
SIRET : 422 351 296 00054 - APE: 9312 Z**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'Association RUGBY CRAUOIS LOISIR / RCL**, ayant son siège social, 1 rue du rouge gorge, 83260 LA CRAU, représentée par son président Monsieur Grégory FAVENNEC, dûment autorisé, ou toute autre personne autoriser à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les jeudis de 20:00 à 22:00	
Pendant les vacances scolaires et Et le 1er jeudi du mois chaque mois	½ terrain 2 Rugby

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

---

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;



- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président du  
RUGBY CRAUOIS LOISIR / RCL

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Grégory FAVENNEC**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.



## ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Grégory FAVENNEC, Président

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

RUGBY CRAUOIS LOISIR (RCL)

- Reconnaiss avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 03/05/2024

à LA CRAU

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

FAVENNEC Grégory  
Président,

Signature



RUGBY CRAUOIS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'ASSOCIATION AMICALE FOOTBALL CLUB DE LA FARLEDE**, ayant son siège, route de la Crau – Quartier Castille - 83210 LA FARLEDE, représentée par son président, Monsieur Alain DAMETTE, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les mardis de 20:00 à 22:00	½ terrain 2 (rugby)
----------------------------------	---------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 01 octobre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).



### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### ARTICLE 9 : ASSURANCES

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### ARTICLE 11 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de  
AMICALE FOOTBALL CLUB  
LA FARLEDE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Alain DAMETTE**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Damette Alain  
Président Amicale Football Club

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Amicale Football Club

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 20/04/24

à La Farkede

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'ASSOCIATION ART TAO**, ayant son siège, 1287, chemin du Collet Long, 83 260 LA CRAU, représentée par sa présidente, Madame Marie-Angèle BOLINCHES, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les lundis de 16:30 à 17:30	Chapiteau
Tous les jeudis de 14:00 à 16:00	Chapiteau

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de  
ART TAO

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Marie-Angèle BOLINCHES**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

Marie Angele BOUICHES  
1287, ch. du Collet Long  
83260 LA CRAU

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

ART TAO

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 20 mai 2024 à La Crau

Lu et approuvé, bon pour engagement,

lu et approuvé,  
bon pour engagement

Nom et prénom du représentant légal de l'association

BOUICHES Marie Angele

Signature



ART TAO  
1287, Ch. du COLLET LONG  
83260 LA CRAU  
A.E.M.C

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », ***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE CARQUEIRANNE - LA CRAU**, ayant son siège social Complexe sportif de l'Estagnol, 245 vieux chemin de Hyères, 83260 LA CRAU, représentée par son président Monsieur David SEPVAL, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » ***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

## **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Tous les lundis et jeudis de 16:00 à 18:00 Section La Navarre	Terrain 1
Tous les lundis de 19:00 à 20:30	Terrain 1 – U15F et U18F
de 20:30 à 22:00	½ terrain 1 – Vétérans Foot à 7
Tous les mardis de 17h30 à 19h30	Terrain 1 – U12F
de 18:45 à 20:00	Terrain 1 – U15 et U18
de 20:00 à 21:00	½ terrain 1 - Vétérans
Tous les mercredis de 17:00 à 20:00	Terrain 1 – U11 et U15
Tous les jeudis de 17:30 à 20:00	Terrain 1 – U15 et U18F – U13
de 20:00 à 20:30	½ Terrain 1 - U18F
de 17:30 à 19:00	½ terrain 2 – U9 à U11F
Tous les vendredis de 18:00 à 20:00	Terrain 1 – U14 et U19
de 21:00 à 22:00	Terrain 1 – Vétérans Foot à 11

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

## **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

## **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 31 août 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons



### 7-1.1 Publicité

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### 7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

---

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON** le .....

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de  
UNION SPORTIVE  
CARQUEIRANNE - LA CRAU

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur David SEPVAL**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) David SEPVAL, président  
de l'USCC (Union sportive Cerguierane  
La Crau)

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Union sportive Cerguierane La Crau

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 22/05/2024

à

La Crau

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

David SEPVAL

Signature



**USCC**  
Complexe Sportif de l'Estagnol  
245, Vieux chemin de Hyères  
83260 LA CRAU  
SIREN : 515 015 303



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION RUGBY CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, ayant son siège, Stade Félix Rougier, Avenue François Duchatel, 83160 LA VALETTE DU VAR, représentée par son président, Monsieur Jean-Pascal MONTANER, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Tous les vendredis de 18:00 à 20:00	½ terrain 2 (Rugby)
-------------------------------------	---------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;



- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives

(agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### ARTICLE 9 : ASSURANCES

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### ARTICLE 11 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président du  
RUGBY CLUB TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Jean-Pascal MONTANER**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.



**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Marie MICALLEF - Team Manager.....

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

Rugby Club Toulon Provence Méditerranée.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 18 mai 2024

à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Marie MICALLEF - Team Manager

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », ***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION AVENS**, ayant son siège, BP 1142, 100 Avenue Sénéquier, 83000 TOULON, représentée par son président, Monsieur Christian BODIN, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » ***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

#### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

#### ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Tous les vendredis de 10:00 à 20:00	1/ terrain de sport ou 1 terrain multisports selon disponibilité
-------------------------------------	--

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

#### ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

---

#### ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

#### ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

#### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

#### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de  
L'AVENS

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Christian BODIN**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) *Alexis OSTY - Directeur de Pôle*

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

*AVENS*

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , *22/05/24*

à *Toulon*

Lu et approuvé, bon pour engagement,

*"Lu et approuvé, Bon pour engagement"*

Nom et prénom du représentant légal de l'association

*p/o Christian Bodin*

Signature

*Alexis OSTY*

Directeur du P.A.I.R.

Site I.M. Carvi

Site Gatodio

Tél. 06 85 78 15 23

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n° ..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'ASSOCIATION AUTO DEFENSE ACADEMIE section La Farlède**, ayant son siège social, Mairie de la Farlède, 140 place de la Liberté, 83210 LA FARLEDE, représentée par sa présidente Madame VAILLANT Virginie, dûment autorisée, ou toute autre personne autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Le 2ème et le 4ème dimanche de chaque mois de 9:00 à 12:30 Un samedi par mois de 9:00 à 12:30	Espace Tir à l'Arc
---	--------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

---

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 11 février 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de  
L'AUTO DEFENSE ACADEMIE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Virginie VAILLANT**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

W

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

W

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

..... Virginie VAILLANT Présidente  
..... AUTO DEFENSE ACADEMIE .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation  
.....

..... AUTO DEFENSE ACADEMIE .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , à LA CRAU.

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

VAILLANT Virginie PRÉSIDENTE

Signature

AUTO DEFENSE ACADEMIE

Section LA FARLEDE

140, Place de la Liberté

83210 LA FARLEDE

N° Préfecture W832009449

SIRET 794 845 735 00016 - Ape 9312Z

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », ***d'une part,***

**ET**

**LE COLLEGE DU FENOUILLET**, ayant son siège social 264 rue Louis MERIC, 83260 LA CRAU, représenté par sa Principale Madame Anne Colette PABAN, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **Le Collège** » ***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier au **Collège** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, du **Collège**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Du 02/09/2024 au 27/06/2025 Tous les lundis de 14:00 à 16:00 Tous les mardis de 14:00 à 16:00	Course d'Orientation: Espaces boisés- Rugby : Terrain 2 Course d'Orientation: Espaces boisés- Rugby : ½ Terrain2
Du 04/09/2024 au 27/06/2025 Tous les mercredis de 13:30 à 15:30	Sports de plein air : course d'orientation, VTT, 1/2 terrain
Du 02/12/2024 au 07/03/2025 Tous les jeudis de 14:00 à 16:00	Rugby : Terrain 2
Du 10/03/2025 au 27/06/2024 Tous les jeudis de 14:00 à 16:00	Course d'orientation : Espaces boisés
Du 31/01/2025 au 07/03/2025 Tous les vendredis de 10:00 à 12:00	Course d'Orientation : Espaces boisés – Rugby : Terrain 2

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### ARTICLE 3 : REDEVANCE

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### ARTICLE 4 : DUREE

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 27 juin 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**Le Collège** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**Le Collège** sera tenu responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**Le Collège** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur. annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

#### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits



prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**Le collège** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

---

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**Le collège** est autorisé à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**Le Collège** est en outre tenu de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**Le Collège** est tenu de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives

(agréés conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**Le Collège** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**Le Collège**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **le Collège** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à
- disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**Le Collège** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **le collège** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses élèves.

**Le Collège** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **Le Collège** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

---

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXE**

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Principale du  
Collège du Fenouillet

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Anne Colette PABAN**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'ASSOCIATION RUGBY CLUB TOULONNAIS**, ayant son siège, Stade Mayol, Avenue de la République, 83000 TOULON, représentée par ses présidents, Messieurs Patrice BLACHERE et Olivier ROUARD, dûment autorisés, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

#### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les mardis et jeudis de 16:00 à 17:30	Terrain 2 ( Rugby)
--	--------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

#### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 31 août 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

---

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

---

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Les Présidents du  
RUGBY CLUB TOULONNAIS

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Messieurs Patrice BLACHERÉ  
et Olivier ROUARD**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

..... Patricia BACHERE - Président .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation .....

..... RUGBY CLUB TOULONNAIS .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 31 dec 2024 à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

BACHERE Patricia

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision n° , en date du ,  
Ci-après dénommée « **TPM** »

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION UMANE FOYER DE VIE ENSOLEILLADO**, ayant son siège social au 5, rue Victor Hugo, 83400 HYERES représentée par son PRÉSIDENT Monsieur Pierre LAMMES dûment autorisée ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention,  
Ci-après dénommée « **L'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **L'Association** le droit d'occuper les installations du Vallon Du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau , 295 chemin des genévriers (83260) .

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs du VALLON DU SOLEIL sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **L'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Horaires	Equipement
Tous les jeudis de 10:30 à 12:30 Tous les lundis de Juin et juillet de 11:15 à 12:15	Pinède Piscine

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit, cependant conformément au décret n°2017-779 du 5 mai 2017, il est mentionné que la valorisation financière des locaux est effectuée en application de la tarification en vigueur voté par le conseil communautaire, son montant est de 2368,00 €TTC. Elle sera réévaluée si nécessaire. Toute heure commencée est comptabilisée.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période du 02/09/2024 au 31/07/2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **L'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2). Tout souhait de dérogation fera l'objet d'une demande exceptionnelle écrite adressée au service gestionnaire de l'équipement sportif.

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

Dans le cadre d'une manifestation sportive d'envergure, TPM pourra, à titre exceptionnel, modifier ou annuler les créneaux attribués.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes de distanciation et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.



## Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons

### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

**Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

**7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

**ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

**ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les

sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

---

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction

et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07 .

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du VALLON DU SOLEIL

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le PRÉSIDENT de L'Association  
UMANE Ensoleillado

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Pierre LAMMES**



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

---

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... N. Pierre LANNES .....  
..... Directeur .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....  
..... UMANE - foyer Ensoleillado .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

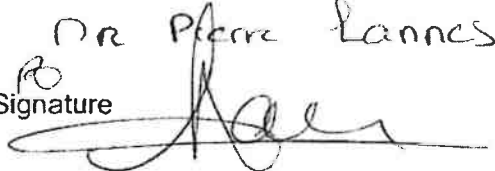
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le . 11/6/24 à HYERES

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association directeur

N. Pierre Lannes  
Signature 

umane  
FO FOJ ENSOLEILLADO  
5 rue Victor Hugo 83400 HYERES  
04 94 03 83 13  
ensoleillado@groupe-umane.fr  
Siret 300 586 179 00784

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** », **d'une part,**

**ET**

**L'ASSOCIATION XV DE BESAGNE**, ayant son siège, 204, Rue Baptistin Sémorel – 83100 TOULON, représentée par son président, Monsieur Gilles ORSONI, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** » **d'autre part,**

**PREAMBULE :**

---

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les vendredis de 20:00 à 22:00	1/2 terrain 2 (Rugby)
-------------------------------------	-----------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

---

#### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives

(agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).



### 7-1.3 Billetterie

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### ARTICLE 9 : ASSURANCES

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### ARTICLE 11 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

---

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de  
XV DE BESAGNE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Gilles ORSONI**

## **Contrat d'Engagement Républicain**

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**


L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) ..... ORSONI G.  .....  
..... Président XV Besagne .....  
.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... XV BESAGNE .....  
.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés.

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le. 2 Août 2024 à Toulon


Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association ORSONI G. 

Signature

lu et approuvé, bon pour engagement



78670  
TOULON 



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

***d'une part,***

**ET**

**L'ASSOCIATION CANONNIERS DE TOULON**, ayant son siège, 97 avenue Charles Chaband, 83160 LA VALETTE DU VAR, représentée par son président, Monsieur Michael BOURHILLON, dûment autorisé, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

---

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

#### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Tous les vendredis de 18:30 à 22:00	½ Terrain 2
-------------------------------------	-------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

#### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

#### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 31 août 2025.

#### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 13).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

---

#### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

##### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre



recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)



- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

---

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président des  
CANONNIERS DE TOULON

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Monsieur Michael BOURHILLON**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**LE COLLEGE VOLTAIRE**, ayant son siège social, Place Voltaire, 83000 TOULON, représenté par sa Principale Madame Marie-France FOULATIER, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **Le Collège** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier au **Collège** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, du **Collège**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant :

Du 02/09/2024 au 29/11/2024 Tous les lundis et mardis de 14:00 à 16:50	2 classes en course d'orientation : Espaces boisés
Du 02/12/2024 au 07/03/2025 Tous les vendredis de 14:00 à 16:50	2 classes en course d'orientation : Espaces boisés

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 03 mars 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**Le Collège** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**Le Collège** sera tenu responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**Le Collège** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur, annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
-

- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**Le Collège** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**Le Collège** est autorisé à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**Le Collège** est en outre tenu de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**Le Collège** est tenu de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).



### 7-1.3 Billetterie

**Le Collège** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**Le Collège**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### ARTICLE 8 : SECURITE

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **le Collège** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### ARTICLE 9 : ASSURANCES

**Le Collège** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **le collège** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses élèves.

**Le Collège** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **Le Collège** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.



## **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

---

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXE**

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Principale du  
COLLEGE VOLTAIRE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Marie-France FOULATIER**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

***d'une part,***

**ET**

**L'INSTITUT SUPERIEUR DE THEOLOGIE ET DE PHILOSOPHIE**, ayant son siège social Domaine de la Castille, RD554 de LA FARLEDE, 83210 SOLLIES-VILLE, représenté par son président Père Benoît MORADEI, dûment autorisé ou toute autre personne autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommé « **l'institut** »

***d'autre part,***

**PREAMBULE :**

---

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'institut** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'institut**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les mardis : de 14h00 à 16h00	½ Stade 1 Foot ½ Terrain de basket ½ terrain de rugby
------------------------------------	---

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'institut** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'institut** sera tenu responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Institut** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

---

#### **Article 7 -1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

##### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;



- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Institut** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

#### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Institut** est autorisé à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Institut** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Institut** est tenu de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

##### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives

(agréées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).



### **7-1.3 Billetterie**

**L'Institut** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Institut**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **l'institut** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**L'institut** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **l'institut** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.

**L'institut** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'institut** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

### **ARTICLE 14 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

---

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Responsable de  
L'INSTITUT SUPERIEUR  
DE THEOLOGIE ET DE PHILOSOPHIE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Père Benoît MORADEI**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

---

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

père Benoit Noradei en qualité de Recteur  
des Séminaires diocésains de la Castille

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation .....

ADFT - Séminaire de la Castille

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le : 19/07/24

à Sollies-Ville

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Benoit Noradei

Signature



**ADFT - SEMINAIRE**

Domaine de La Castille  
RD 554 de La Farlède à La Crau  
83210 SOLLIES-VILLE  
04.94.00.80.60



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....,  
Ci-après dénommée « **TPM** »,

*d'une part,*

**ET**

**L'ASSOCIATION METROPOLE GLISSE**, ayant son siège social 13 rue Valérie, 83000 TOULON, représenté par sa Présidente Madame Valérie PRUNIAUX, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **l'Association** »

*d'autre part,*

---

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, TPM a reconnu d'intérêt communautaire l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier à **l'Association** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, de **l'Association**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

Tous les lundis au vendredi de 9:00 à 20:00 Tous les samedis de 9:00 à 18:00 Dimanche de 9:00 à 13:00	Espaces de glisse urbaine
---	---------------------------

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 31 août 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; **l'Association** s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**L'Association** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**L'Association** sera tenue responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

## **ARTICLE 7 : PROPRIÉTÉ DU MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE**

L'intégralité des modules mis en place sur l'espace de glisse urbaine et sur l'ancien terrain de hand/basket est la propriété de l'association Métropole Glisse

## **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**L'Association** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Interdire tout accès sur ces deux espaces en libre occupation
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 15).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 15)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 8 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **8-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits

prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**L'Association** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **8-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le

Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **8-1.3 Billetterie**

**L'Association** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**L'Association**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 9 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **L'Association** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 10 : ASSURANCES**

**L'Association** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **L'Association** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents ou de toute personne tierce utilisant l'équipement.

**L'Association** reste responsable de tout dommage consécutif aux opérations de montage et démontage de l'équipement sportif, ainsi que tout dommage du fait des modules mis en place sur les biens appartenant à la **TPM**.



**L'Association** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

**L'association** s'engage à présenter à TPM l'attestation de certification annuelle (ou la norme AFNOR NF EN 14 974 + A1 ) pour l'ensemble des modules mis en place sur l'espace de glisse urbaine et l'ancien terrain de hand/basket.

#### **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **L'Association** devra solliciter son renouvellement, par le formulaire dédié, au minimum un mois avant la date de son terme.

#### **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

##### Destinataires des données personnelles



Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

---

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 15 : ANNEXES**

La présente convention comporte deux annexes :

Annexe n°1 : Règlement intérieur de la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Annexe n°2 : Contrat d'Engagement Républicain complété et signé par le représentant légal de l'association.

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la présente convention.

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Présidente de l'association  
METROPOLE GLISSE

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Valérie PRUNIAUX**

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

---

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .... **Valérie Pruniaux président de Metropole Glisse** .....

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

**Metropole Glisse**

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 21/06/2024 à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

**Pruniaux valérie**

Signature



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DE LA BASE NATURE ET SPORTS DU VALLON DU SOLEIL**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision Président n°..... du .....  
Ci-après dénommée « **TPM** », *d'une part,*

**ET**

**LE LYCEE DES METIERS DU TERRITOIRE CLARET**, ayant son siège social 202 boulevard Trucy, 83 000 TOULON, représenté par son Proviseur, Madame Evelyne BLOT, dûment autorisée, ou toute autre personne dûment autorisée à signer la convention.  
Ci-après dénommée « **le lycée** » *d'autre part,*

**PREAMBULE :**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2008, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a reconnu d'intérêt Métropolitain l'équipement sportif du « Vallon du Soleil » qui lui a été transféré par la Ville de Toulon.

Désormais gestionnaire de cet équipement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se doit de conventionner avec les associations, clubs sportifs et collectivités qui souhaitent bénéficier d'une mise à disposition de cet équipement.

**Il a été décidé ce qui suit :**



### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention autorise l'organisation d'activités non lucratives à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Cette convention a pour objet de confier au **lycée** le droit d'occuper les installations de la base nature et sport du Vallon du Soleil sis sur le territoire de la commune de La Crau, 295 chemin des Genévriers (83260) au lieu-dit du Vallon du Soleil.

### **ARTICLE 2 : AFFECTATION DES LIEUX**

Les équipements sportifs de la base nature et sport du Vallon du Soleil sont mis à disposition, de manière partielle et temporaire, au **lycée**, selon la proposition de planning d'occupation annuel suivant:

<b>Cycle 1 du 02 septembre 2024 au 29 novembre 2024</b>	Cours d'orientation : Pinède et espaces boisés
Tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis: 09:30 à 11:30 et de 13:30 à 15:30	
Tous les jeudis de 13:30 à 15:30	
<b>Cycle 3 du 10 mars 2025 au 13 juin 2025</b>	
Tous les lundis de 09:30 à 11:30 et de 13:30 à 15:30	

\*En cas de modification de mise à disposition de créneaux, jours ou locaux, un nouveau planning sera établi. Celui-ci devra être signé par les parties et annexé à la présente convention.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE**

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

### **ARTICLE 4 : DUREE**

La mise à disposition est consentie pour la période comprise entre le 02 septembre 2024 et le 30 juin 2025.

### **ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS**

Cette convention est conclue à titre strictement personnel ; s'engage à ne pas mettre à disposition ces lieux à d'autres personnes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION**

**Le lycée** n'aura pas la pleine et entière jouissance des lieux mais les occupera paisiblement pour ses activités en fonction du calendrier d'occupation fixé annuellement par voie conventionnelle (Voir article 2).

**Le lycée** sera tenu responsable de tout désordre et tout sinistre qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation des lieux par les personnes autorisées par ses soins.

Si les effectifs sont très faibles (moins de 5 licenciés par créneau par trimestre), le responsable de site en avisera le responsable de l'activité, afin que des mesures appropriées soient prises (retrait du (des) créneaux).

En cas d'absences répétées non justifiées, **TPM** se réserve le droit de résilier la présente convention sans aucun préavis.

Par ailleurs, en cas d'intempéries, le responsable de site pourra décider de partager le créneau attribué, voire de le supprimer, en faisant prévaloir le créneau du club dont le niveau sportif est le plus élevé et/ou de la participation à une rencontre officielle le week-end suivant.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT**

**Le lycée** s'engage à :

- Contrôler les entrées et sorties des participants aux activités considérées ;
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Respecter et faire respecter le règlement intérieur annexé à la présente convention (voir article 14).
- Faire respecter les gestes barrières et le protocole sanitaire en vigueur.
- Respecter et faire respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) annexé à la présente convention (voir article 14)

Toute dégradation des locaux et équipements fera l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

### **Article 7 –1 Dispositions relatives à la publicité et à la vente de boissons**

#### **7-1.1 Publicité**

**TPM** autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du site aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- **TPM** se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

**Le Lycée** s'engage ainsi à :

- 1- solliciter par écrit **TPM** pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du site ;
- 2- demander à **TPM** son autorisation pour chaque saison sportive ;
- 3- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels **TPM** aura donné son autorisation ;
- 4- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- 5- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- 6- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

### **7-1.2 Vente de boissons et de denrées alimentaires**

**L'Association** est autorisée à exploiter l'espace buvette et à y vendre des boissons, viennoiseries et sandwiches, strictement dans l'enceinte de l'équipement et exclusivement pendant le déroulement des rencontres.

---

L'espace buvette est fixe ; la vente ne peut se faire qu'à l'emplacement prévu à cet effet.

**L'Association** est en outre tenue de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de la Santé Publique.

**L'Association** est tenue de nettoyer l'espace buvette après chaque utilisation.

#### **Rappel de la réglementation en vigueur :**

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Madame le Maire de la commune concernée une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

### **7-1.3 Billetterie**

**Le lycée** peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum 1 mois avant la date de la manifestation, **TPM** de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

**Le lycée**, en tant qu'organisateur, devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. **TPM** décline toute responsabilité en cas de vol.

### **ARTICLE 8 : SECURITE**

Préalablement à l'utilisation des installations et locaux, **le lycée Claret** reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur, ainsi que des consignes particulières propres aux locaux mis à disposition et s'engage à les appliquer, ainsi que des consignes spécifiques données par **TPM** en présence d'un représentant, compte tenu de l'activité envisagée.
- Avoir procédé avec le représentant de **TPM** à une visite de l'équipement et des voies d'accès qui seront utilisées ;
- Avoir constaté avec le représentant de **TPM** l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés) ;
- Avoir pris connaissance des itinéraires et sorties de secours ;

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

**Le lycée** s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir l'équipement sportif contre tous les sinistres dont **le lycée** pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses élèves.

**Le lycée** devra présenter à **TPM** la ou les attestations d'assurances qui porteront mention de la garantie effective des risques à assurer indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT**

La présente convention n'est pas renouvelable tacitement. **Lycée Claret** devra solliciter son renouvellement, par courrier, au minimum un mois avant la date de son terme.



### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties, des obligations stipulées à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception énonçant les motifs de la résiliation et valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

---

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges entre les parties à la présente convention, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour en connaître.

**ARTICLE 14 : ANNEXE**

La présente convention comporte une annexe :

Annexe n°1 : Règlement intérieur du VALLON DU SOLEIL

**FAIT A TOULON le .....**

Le Président de  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Proviseur du  
LYCEE DES METIERS  
DU TERRITOIRE CLARET

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**

**Madame Evelyne BLOT**





REGLEMENT INTERIEUR  
DE LA BASE NATURE ET SPORT  
DU VALLON DU SOLEIL  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

# TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

## ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier de la Base nature et sport du Vallon du Soleil, 295 Chemin des Genévriers, 83260 La Crau. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent la Base nature et sport du Vallon du Soleil et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

## ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

2 terrains synthétiques :

- 1 pour le rugby et le football à 7, avec 2 vestiaires
- 1 pour le football à 11 et football à 7 avec 2 vestiaires

2 terrains multisports :

- 1 pour le tennis et le volleyball scolaire
- 1 pour le basket, le basket scolaire et le handball

1 terrain de pétanque

3 piscines extérieures (non chauffées) ouvertes de juin à septembre

1 espace tir à l'arc

1 espace dédié aux sports de glisse urbaine (rollers, skate, trottinette)

Espaces naturels : pinède, espace boisé, prairie

Aménagements de confort : Zone pique-nique avec table, bloc sanitaire, terrasse ombragée.

## TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les horaires de présence du personnel à l'accueil du site sont :

- 8h00 à 12h30 et 13h15 à 17h les lundis, mardis, jeudis et vendredis (en période scolaire et pendant les vacances scolaires de fin d'année)
- 8h00 à 17h les mercredis et vacances scolaires (sauf pendant les vacances de fin d'année)

Les horaires d'ouverture du site le samedi et dimanche est variable suivant la programmation des compétitions.

En aucun cas l'amplitude maximale sur site n'excédera 22h30.

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

---

### ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

#### ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures de la Base nature et sport du Vallon du Soleil devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur la Base nature et sport du Vallon du Soleil, se verra automatiquement retirer celui-ci.

#### ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur la Base nature et sport du Vallon du Soleil le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

### ARTICLE 2.3 : Encadrement

La Base nature et sport du Vallon du Soleil ne pourra être utilisée sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

---

### ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter la Base nature et sport du Vallon du Soleil afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.

La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, la Base nature et sport du Vallon du Soleil pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur de la Base nature et sport du Vallon du Soleil et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.



Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

#### ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

---

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

#### RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

#### ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

#### ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

---

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

#### ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

#### ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès à la Base nature et sport du Vallon du Soleil est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,
- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

## TITRE III : MESURES DE SECURITE

### ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1<sup>er</sup> secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel de la Base nature et sport du Vallon du Soleil et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

### ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité
- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

L'allumage des feux de toute nature est interdit sur la base nature et sport du Vallon du Soleil.

Par dérogation, les services d'entretien et de maintenance du site ou les entreprises mandatées à cet effet pourront, après accord de la Direction, procéder à l'incinération des végétaux dans un lieu conscrit en prenant toutes les précautions utiles pour éviter que le feu ne se propage ou que les fumées ne créent une gêne aux riverains.

Cet accord devra tenir compte des conditions préfectorales d'autorisation d'incinération des végétaux.

- L'utilisation des barbecues ou autres matériels de cuisson à flamme est interdite sur les espaces ouverts au public.
- L'utilisation des feux d'artifices ou objets similaires, conformes à la législation en vigueur, est assujettie à autorisation de la Direction et restreinte aux espaces dégagés nommément désignés et attribués à cet effet.
- Il est interdit de fumer sur l'ensemble du domaine public de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

### ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service de la Base nature et sport du Vallon du Soleil est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du Vallon du Soleil, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.



Sauf dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

# TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

## ARTICLE 1 : UTILISATION DU MATERIEL

### Article 1.1 : Matériel appartenant à la structure du Vallon du soleil

Le matériel mis à disposition ne décharge en rien le responsable de la structure et le personnel encadrant de leur responsabilité propre. Une fiche mentionnant le matériel emprunté doit être au préalable remplie, datée et signée par l'animateur.

L'animateur de la base nature et sports du Vallon du Soleil reste seul décideur de la faisabilité de l'animation. Durant toute la période de ladite animation, il sera référent de l'action, et des publics (bon déroulement, respect des consignes, du matériel et de la sécurité).

Toute dégradation ou perte devra être signalée à la direction et pourra être facturée à l'utilisateur contractuel.

### Article 1.1 : Matériel propre à l'utilisateur

L'utilisation du matériel sportif appartenant à l'utilisateur relève de sa responsabilité personnelle.

Aucune activité impliquant l'utilisation de ce type de matériel ne pourra être assurée par le personnel de la base nature et sport du Vallon du soleil.

## ARTICLE 2 : TERRAINS SYNTHETIQUES

L'usage de chaussures à crampons métalliques est strictement interdit sur les terrains synthétiques.

## ARTICLE 3 : ESPACES SPECIALEMENT AMENAGES

Dans le cadre de manifestations ou dispositifs mis en œuvre sur le site, la direction de la base nature et sport du Vallon du Soleil pourra mettre en place des dispositifs et espaces spécialement aménagés sous le contrôle du personnel permanent, saisonnier ou missionnés par les institutions en charge du dispositif.

Tout utilisateur de ces espaces est tenu de se conformer aux règlements spéciaux et recommandations du personnel encadrant.

## ARTICLE 4 : PRATIQUE DE CERTAINES ACTIVITES LUDIQUES OU SPORTIVES

Lorsque les conditions particulières (âge, taille, équipement, aptitude médicale, etc.) sont requises pour la pratique de certaines activités, la Direction de la base nature et sport du Vallon du Soleil, par l'intermédiaire de son personnel missionné, se réserve le droit d'interdire l'accès ou la pratique au public ne répondant pas à ces exigences.

## ARTICLE 5 : PRATIQUE DU CAMPING

L'accueil des groupes séjour « camping » est autorisé.

La base nature et sport du Vallon du Soleil mets à disposition des campeurs des infrastructures sanitaires, et un espace dédié à l'hébergement sous tentes. Les moyens d'hébergement (tentes, marabouts, etc.) sont à la charge du demandeur.

Le demandeur est le seul responsable légal du séjour. Il doit dès lors assurer les formalités déclaratives du séjour en conformité avec la législation en vigueur. Une copie des déclarations devra être fournie au responsable de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

## ARTICLE 6 : ACCES AUX PISCINES

Voir le règlement intérieur des piscines du Vallon du Soleil.

## ARTICLE 7 : HYGIENE ET REPAS

La base nature et sport du Vallon du Soleil met à disposition des usagers diverses installations entretenues. Il est demandé aux groupes de préciser dans leur réservation les infrastructures souhaitées. Les groupes utilisant ces infrastructures sont tenues de respecter le bon usage et la propreté des lieux.

Sont mis à disposition :

- 
- Un bloc sanitaire/lavabos, d'utilisation libre pendant toute la durée de présence sur le site. Il est demandé aux encadrants de veiller au bon usage de ces lieux, et le cas échéant, de faire respecter l'interdiction de mixité. L'utilisation des douches aux vestiaires est réservée aux groupes en camping.
  - Une terrasse. Une demande de mise à disposition peut être effectuée mais son accès demeure à l'entière discrétion du responsable de la base nature et sport du Vallon du soleil. L'affectation est donnée de préférence aux structures recevant de très jeunes publics.
  - 4 armoires réfrigérées, proches de l'aire de pique-nique sont mises à disposition des structures pour stocker leurs glacières. Elles seront attribuées séparément aux structures qui en font la demande.

- Des aires de pique-nique aménagées sont d'accès libre ; les tables pourront être affectées équitablement aux structures présentes par le responsable de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.
- Deux vestiaires sont mis à disposition des groupes utilisant le terrain synthétique. Le respect de la propreté des lieux, en particulier dans la gestion des déchets est demandé aux utilisateurs. La Direction se réserve le droit de restreindre leurs accès et de demander réparation aux structures responsables en cas de dégradations manifestes.
- Des poubelles spécialement dédiées à la collecte des déchets sont mis à disposition des utilisateurs à l'entrée du site. Tout manquement pourra être sanctionné par la Direction de la Base nature et sport du Vallon du Soleil.

## ARTICLE 8 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES EQUIPEMENTS

La conservation des espaces naturels, la préservation des espèces animales, végétales et de maintien des équilibres bioécologiques auquel ils participent ainsi que la protection des ressources naturelles contre toutes les causes de dégradations qui les menacent sont des objectifs d'intérêt général. Il appartient à tous de les respecter et de les faire respecter.

Les équipements mis à disposition doivent être utilisés en fonction de l'intérêt général et des besoins qui ont justifié leur implantation ou préservation.

Afin de protéger l'environnement des nuisances préjudiciables à une bonne conservation du site, il est interdit :

- D'abandonner ses déchets en dehors des poubelles mises à disposition ;
- De casser, scier ou prélever des branches d'arbres et arbustes (en dehors des activités spécifiques) ;
- De graver ou peindre des inscriptions, graffitis sur les troncs d'arbre, les mobiliers, les murs ou tout autre support composant les infrastructures de la base nature et sport du Vallon du Soleil ;
- De détériorer ou de dégrader volontairement les espaces naturels ou le mobilier de quelque manière que ce soit ;
- De prélever de la terre, des plantes, des fruits de fleurs en dehors des activités autorisées ;
- De laisser des animaux domestiques chasser les animaux sauvages sur le site ;
- De coller, agraffer, clouer des affiches et tracts sur les troncs et autres supports non prévus à cet effet ;
- D'abandonner des animaux sur le site ;
- D'avoir, de manière générale, tout comportement incivique préjudicant à l'environnement.

## ARTICLE 9 : PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Toutes actions de chasse, de piégeage, de cueillette ou la mise en œuvre de moyens tendant à prélever des animaux ou végétaux se trouvant sur l'emprise du domaine de la Base nature et sport du Vallon du Soleil sont rigoureusement interdites.

L'article précédent ne s'applique pas aux personnes habilitées à procéder à la régularisation des populations dans le cadre des textes en vigueur, aux institutions chargées des comptages et suivi des populations, ainsi qu'aux groupes participant aux actions d'animation et de découverte programmées, dans le strict respect de la législation sur les espèces protégées et dans la limite des capacités biotope.

# TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

## ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

## ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

La Base nature et sport du Vallon du Soleil décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.



La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs de la Base nature et sport du Vallon du Soleil impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

### ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

### ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : \_\_\_\_\_

Président(e) de l'association : \_\_\_\_\_

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le \_\_\_\_\_

Signature :

## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

---

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , à

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

---

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240627-lmc1329059-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : lundi 1 juillet 2024  
Date de publication : 04/07/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 27 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 27 juin 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
51	18	12
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p><b>N° 24/06/147</b></p> <p><b>ADOPTION DE TARIFS POUR L'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS</b></p>		

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Laurent JEROME, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, Mme Josée MASSI, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Claude GALLI-ARNAUD ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à Mme Valérie RIALLAND, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Delphine GROSSO, M. Arnaud LATIL, M. Jean-David MARION, M. Jean-Louis MASSON, Mme Isabelle MONFORT, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.



## **Séance Publique du 27 juin 2024**

**N° D' O R D R E : 24/06/147**

**O B J E T : ADOPTION DE TARIFS POUR L'ENSEMBLE DES  
EQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-779 en date du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention,

**VU** l'article L 2151-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui dispose que « toute occupation ou utilisation du Domaine Public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance (...) Cependant, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du Domaine Public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général »,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°02/12/37/196 du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2002 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif Léo Lagrange,

**VU** la délibération n°03/12/31/191 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du Vélodrome de Hyères,

**VU** la délibération n°08/12/36/242 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2008 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de la Base nature et sport du Vallon du Soleil,

**VU** la délibération n°09/07/7/112 du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2009 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif de l'Estagnol,

**VU** la délibération n°20/12/294 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, portant reconnaissance de l'intérêt métropolitain du Palais des sports,

**VU** la délibération n°22/03/050 du Conseil Métropolitain en date du 24 mars 2022 adoptant une tarification pour la mise à disposition des installations de l'ensemble des équipements sportifs métropolitains,

**VU** l'avis favorable de la Commission Jeunesse et Sports en date du 9 avril 2024,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend valoriser la mise à disposition des installations de ses équipements sportifs,

**CONSIDERANT** que les tarifications pour les équipements sportifs métropolitains sont en vigueur depuis le 24 mars 2022 et qu'il convient de les actualiser,

**CONSIDERANT** qu'il convient de répondre aux demandes de mise à disposition des installations de nos équipements sportifs par des organismes privés à but lucratif, des associations et clubs sportifs hors du territoire Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que la mise à disposition des équipements sportifs pour les associations sportives de la Métropole continuera de s'effectuer à titre gratuit,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prévoir des tarifs d'utilisation adaptés pour l'ensemble des équipements sportifs métropolitains, soit le Palais des Sports, le complexe sportif de Léo Lagrange, le complexe sportif de l'Estagnol, la Base nature et sport du Vallon du soleil et le Vélodrome,

**CONSIDERANT** que la réévaluation des tarifs sera effectuée régulièrement selon la même méthode de calcul,

**CONSIDERANT** que la méthode de calcul de la tarification servira également de base à la valorisation financière des associations et clubs sportifs du territoire métropolitain dont les équipements sont mis à disposition à titre gratuit,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** une tarification portant sur la mise à disposition des équipements sportifs métropolitains.

---

## **ARTICLE 2**

**DE FIXER** pour la mise à disposition des équipements sportifs métropolitains les tarifs ci-annexés.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

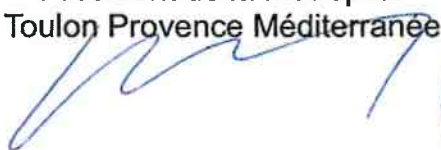
Fait à Toulon, le 27 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Anaïs DIR

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance

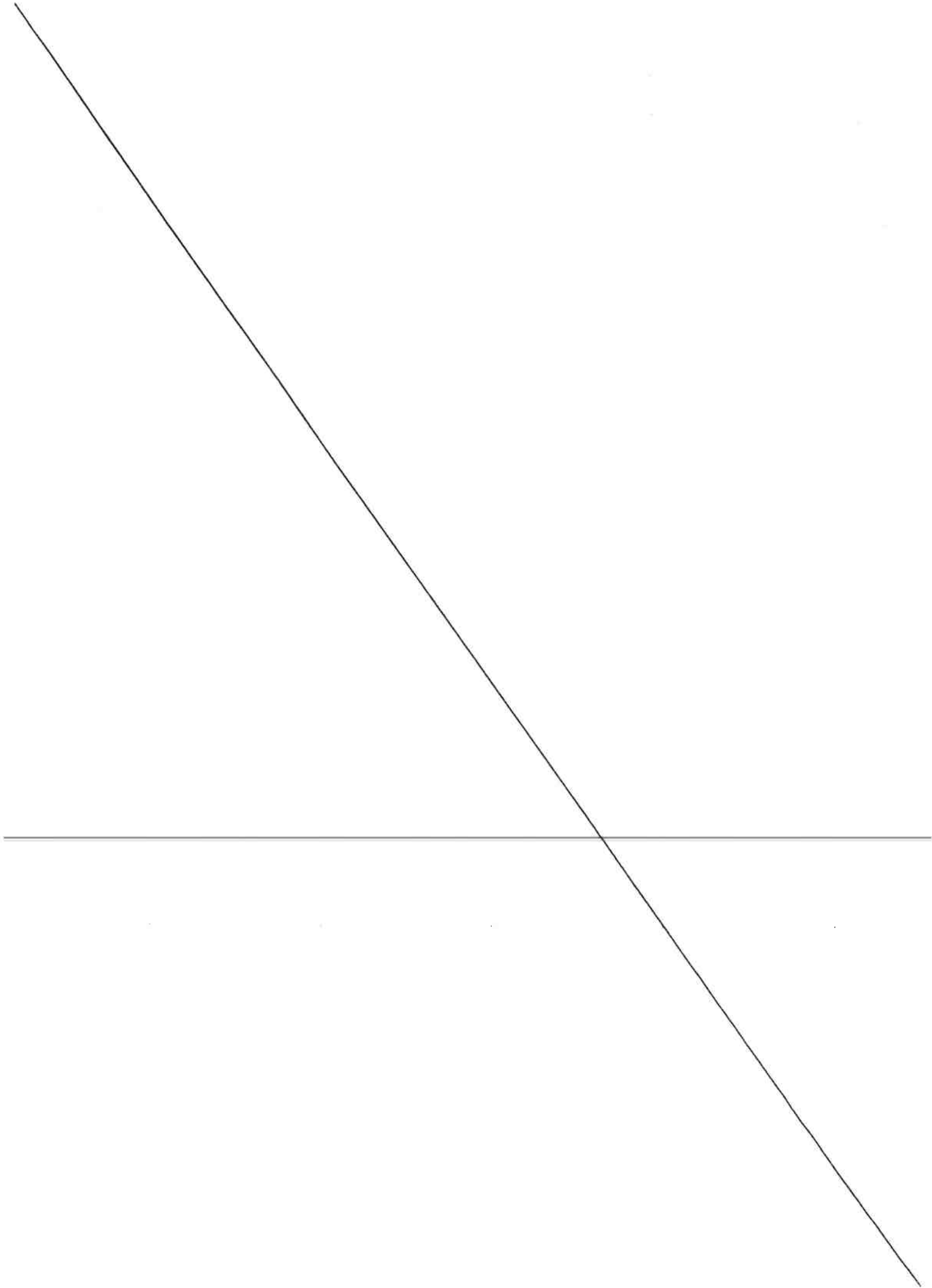


POUR 66

CONTRE 0

ABSTENTION 3

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Philippe LEROY,  
Monsieur Amaury NAVARRANNE.



## TARIFICATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS

Equipements sportifs		Nouvelle tarification horaire
COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE	Terrains d'honneur	80,00 €
	Terrains synthétiques 2	40,00 €
	Terrains synthétiques 3	40,00 €
	Terrains synthétiques 4	40,00 €
	Terrains multisport handball/basket	32,00 €
	Terrains multisport basket/volley	32,00 €
	Salon d'honneur +100m <sup>2</sup> terrasse	32,00 €
	Salle de musculation	32,00 €
	Piste	49,00 €
	Aires de saut	16,00 €
	Aires de lancers	16,00 €
PALAIS DES SPORTS	Halle	130,00 €
	Gymnase	49,00 €
	Arts martiaux	32,00 €
	Gymnastique	32,00 €
	Danse	32,00 €
	Salle de musculation	32,00 €
	Salle de pan	32,00 €
	Mur d'escalade	32,00 €
	VIP	65,00 €
VELODROME	Piste en bois	65,00 €
	Piste béton	32,00 €
	Salle polyvalente	16,00 €
	Salle de boxe	16,00 €
	Salle de musculation	32,00 €
	Salle de réunion	16,00 €
COMPLEXE SPORTIF DE L'ESTAGNOL	Terrains d'honneur	40,00 €
	Terrain d'entraînement	32,00 €
	Batiment club	32,00 €
	Salle d'honneur du gymnase	49,00 €
	Arts martiaux	32,00 €
	Salle de danse	32,00 €
	Gymnastique	32,00 €
	Salle de réunion	16,00 €
	Musculation	32,00 €
BASE NATURE ET SPORT DU VALLON DU SOLEIL	Tir à l'arc	32,00 €
	Glisse urbaine	32,00 €
	Terrain multisports tennis volley	32,00 €
	Terrain multisports basket-hand	32,00 €
	Aire de pique nique	16,00 €
	Piscines	65,00 €
	Terrain synthétique 1	40,00 €
	Terrain synthétique 2	40,00 €



10

10

---